



Conseil économique et social

Session de fond de 2012

Débat général du segment des activités opérationnelles

General debate of the operational activities segment

New York, 17 juillet 2012

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire Général des Nations Unies pour ses excellents rapports. Ces documents nous permettent d'entamer les délibérations sur le prochain QCPR avec une base d'information actuelle qui traduit **les réalités du terrain**.

L'imminente négociation de la QCPR nous offre à tous les Etats membres une **énorme opportunité** : celle de démontrer notre unité et notre engagement pour un système des Nations Unies plus cohérent, plus efficace et plus efficient en faveur du développement.

Cet objectif, si important et si chargé de défis, génère inévitablement des préoccupations, des débats et parfois même des tensions sur la voie à parcourir pour y arriver. En 2007, nous nous sommes accordés sur un document fort, pertinent et unanimement reconnu comme **le document clé** qui guide toutes les activités opérationnelles du système onusien pour le développement. C'est avec cette même finalité que nous sommes convaincus que nous parviendrons tous à nous accorder cette année.

Les derniers cinq ans ont été extrêmement riches en expériences et en leçons apprises, qui nous permettent d'aborder les travaux de la QCPR avec des certitudes. La première certitude est que **le leadership** des efforts de coopération au développement appartient aux pays en développement et à leurs gouvernements. L'appropriation des résultats en faveur du développement par les pays est une condition nécessaire pour que les acteurs de

développement travaillent tous dans la même direction, en réponse aux besoins réels des pays et de leurs populations.

Cette appropriation entraîne aussi des **conséquences** pour le fonctionnement du système opérationnel des Nations Unies. Si on prend au sérieux ce principe d'appropriation nationale ou « national ownership », on doit de ce fait conclure que le système des Nations Unies est **obligé** de fournir aux pays les modalités de fonctionnement qui correspondent le mieux à leurs souhaits. A titre d'exemple, un nombre toujours croissant de pays qui souhaitent un système onusien plus cohérent, ont volontairement choisi de mettre en œuvre les modalités de « Delivering as One » et sont convaincus du bien fondé de ce choix.

Une seconde certitude qui se confirme par les expériences des dernières années est que **chaque situation est différente** et nécessite des mécanismes et solutions appropriées - principe du « no one size fits all ». L'absence de recette miracle pour tous les contextes renforce notre conviction que le système doit se confier davantage aux acteurs locaux.

Une troisième certitude est qu'un **système coordonné et organisé** produit de meilleurs résultats qu'un système fragmenté. Ceci passe par des pratiques de gestion des agences, fonds et programmes harmonisées et simplifiées, afin d'éliminer tout obstacle à une mise en œuvre cohérente, efficiente et efficace. **L'harmonisation en tant que tel n'est bien entendu pas un but**, mais bel et bien un moyen qui permette d'atteindre notre objectif commun. Nous pensons en particulier aux systèmes de rapports, de suivi et d'évaluation. Ceci ne pouvant pas être entièrement décidé au niveau des pays, il est nécessaire que les sièges des agences se mobilisent pour accélérer cette harmonisation.

Monsieur le Président,

En rédigeant la prochaine QCPR, nous assumons une grande responsabilité. Ceci implique que les directives au système soient avant tout **opérationnelles**, claires et ne se prêtent à aucune fausse interprétation. Nous souhaitons que la QCPR fournisse un cadre légal flexible pour que les pays puissent bénéficier au mieux du système des Nations Unies selon leurs propres besoins, mais nous souhaitons aussi que la QCPR soit suffisamment précise pour **qu'aucun obstacle** de type bureaucratique ou administratif ne puisse venir empêcher les efforts de renforcement du système pour de meilleurs résultats en faveur du développement.

La QCPR sera également l'occasion de préciser l'importance du rôle du système opérationnel vis-à-vis de certains défis locaux et globaux. En particulier, on pense au rôle central des Nations Unies **dans les pays en transition**, suite à une crise. Dans ces situations complexes, le système opérationnel de l'ONU possède des avantages comparatifs

évidents. La coordination des acteurs du système, aussi bien de l'aide humanitaire que le la coopération au développement, est d'autant plus fondamentale dans ce genre de situations.

Un autre thème dans lequel le système opérationnel a une place centrale est celui de l'égalité des chances et de la promotion **du rôle de la femme**. La création d'UN WOMEN a été une étape décisive dans le renforcement du système sur les questions de genre. Il est maintenant important d'assurer que ce thème soit réellement traité de manière transversale et coordonnée par tous les acteurs du système.

Les avantages comparatifs du système opérationnel en termes de renforcement des capacités et de **coopération Sud-Sud** devront aussi faire l'objet d'une analyse attentive lors de la QCPR. Les Nations Unies sont dans une position privilégiée pour soutenir directement le renforcement des compétences nationales aussi bien que par l'échange entre pays qui vivent ou ont vécu une expérience similaire.

Le financement du système opérationnel devra également recevoir toute notre attention et pour cause, puisque 63% des ressources totales pour le système onusien vont aux activités opérationnelles pour le développement. Il s'agira de traduire les réalités financières actuelles, mais surtout de faire preuve de **pragmatisme** et de définir des **mécanismes incitatifs** pour le système comme pour les Etats membres. Nous devons faire preuve de créativité si nous voulons progresser dans ce domaine et assurer que le système bénéficie d'un financement de qualité dans le futur. A cet égard, le rapport du Secrétaire général donne plusieurs pistes concrètes que nous nous encourageons à reprendre dans la QCPR.

Pour conclure, la Suisse est prête à s'engager pleinement dans ce processus, comme elle l'a toujours fait dans le passé. Nous avons la conviction que cet exercice fera avancer le système opérationnel des Nations Unies vers ce à quoi nous aspirons tous : un système intelligent, qui sache définir son action sur la base d'une **analyse solide** ; un système souple, qui puisse **s'adapter** aux besoins changeants et aux situations nouvelles ; un système cohérent, qui permette à tous ses acteurs de jouer leur rôle sur la base de **leurs mandats respectifs** et de leurs **avantages comparatifs** ; un système solidaire, qui vise avant tout et surtout à venir en aide à ceux qui sont **les plus pauvres et les plus vulnérables** ; et un système fort, qui puisse **faire la différence** dans les pays où il travaille.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

First and foremost I would like to thank the UN Secretary General for his excellent reports. These documents will enable us to embark in our deliberations on the forthcoming QCPR on the basis of up-to-date information which is evidence based and gives a very useful picture of **realities on the ground**.

The imminent QCPR negotiations provide us all with an **enormous opportunity**: that of demonstrating our common commitment to a more coherent, more effective and more efficient UN development system.

This all-important and challenging goal inevitably generates concerns, debates and at times tensions along the road to its completion. In 2007 we reached agreement on a strong and relevant document, universally recognized as the **key guiding document** for all UN development operational activities. We are convinced that, for the same purpose, we will all reach agreement this year.

The last five years have been extremely rich in experience and lessons learned, enabling us to approach the works on the QCPR with some certainties. The first certainty is that **the leadership** of development cooperation efforts belongs with developing countries and their governments. For all development actors to be able to work in the same direction, responding to the real needs of these countries and their populations, one essential condition is that these countries take ownership for their development results.

This national ownership also **impacts** upon how the operational system of the UN functions. If we take the principle of national ownership seriously, we must consequently conclude that the UN system is **bound by duty** to provide each country with their preferred operational modalities. As an example, an ever-increasing number of countries seeking a more coherent UN system have voluntarily opted to implement the "Delivering as One" modalities and are convinced of the relevance of their choice

The second certainty, confirmed by the experiences of these last few years, is that **every situation is different** and requires appropriate mechanisms and solutions. The absence of a "one-size-fits" all approach strengthens our conviction that the system must rely more on local actors.

The third certainty is that a **coordinated and organized system** produces better results than a fragmented system. This comes through harmonized and simplified business practices in agencies, funds and programmes, thereby eliminating all obstacles to coherent, effective and efficient implementation. **Harmonization is not, of course, an objective as such** but certainly a means to reach our common goal. We are thinking in particular of reporting, monitoring and evaluation systems. As this cannot be entirely decided at a country level, the agencies' headquarters need to take responsibility and act to accelerate this harmonization.

Mr. President,

By reviewing the QCPR, we are taking on a great responsibility. By this we mean that the comprehensive policy must, above all, be **operational**, clear and not open to misinterpretation. It is our wish that the QCPR provide a flexible legal framework so that countries may draw maximum benefit from the UN system according to their needs, but we also want the QCPR to be sufficiently precise that no bureaucratic or administrative **obstacle** can block attempts to strengthen the system and produce better development results.

The QCPR also provides the chance to clarify the importance of the role of the operational system vis-à-vis certain local and global challenges. We are thinking in particular of the central role played by the **UN in countries in transition** in the aftermath of a crisis. In these complex situations, the operational system of the UN has obvious comparative advantages. In this type of context the coordination of all actors of both the humanitarian aid and the development cooperation systems is all the more fundamental.

Another theme in which the operational system plays a central role is gender equality and the promotion of women's empowerment. The creation of UN WOMEN was a decisive step in strengthening the system in respect to gender. It is now important to ensure that this issue is dealt with by all the actors in the system in a way which is fully transversal and coordinated.

The QCPR should also carefully examine the comparative advantages of the operational system with regard to Capacity Building and **South-South** cooperation. The UN is in a privileged position to directly support the strengthening of national capabilities as well as exchanges between countries which are going through, or have gone through, similar experiences.

We should also pay great attention to the **funding of the operational system** and with good reason, as 63% of the entire resources of the UN system go to development operational activities. It is important to take into account the current financial realities, but above all to be **pragmatic** and define **incentives** for the system and for the Member States. We must be creative if we want to make progress in this field and ensure that the system benefits from good-quality funding in the future. In this regard, the Secretary General's report suggests several concrete avenues which we would like to see pursued in the QCPR.

In conclusion, Switzerland is ready to fully engage in this process, as it always has in the past. We are convinced that this exercise will move the UN operational system closer towards what we all want: an intelligent system which knows how to determine its actions on the basis of **sound analysis**; a flexible system which can adapt to changing needs and new situations; a coherent system which allows all actors to play their part according to their **respective mandates** and **comparative advantages**; a supportive system, which aims first and foremost to come to the aid of **the most poor and the most vulnerable**; and a strong system which can **make a difference** in the countries where it operates.

Thank you for your attention.